

Questions orales

M. Clark (Yellowhead): Nous savons que c'est moins que ce que les gens de Canso attendaient. Nous travaillons sérieusement à une série de programmes qui visent à résoudre les problèmes chroniques des pêches de l'Atlantique et non à donner des réponses ou annoncer des politiques parce qu'un groupe concerné se trouve aujourd'hui à la tribune de la Chambre des communes.

Le chef de l'opposition doit sûrement comprendre que ce sont des problèmes graves qu'il faut examiner sérieusement en tenant compte des facteurs internationaux, des programmes de main-d'oeuvre et autres que le gouvernement du Canada met en place. Nous espérons que, avec la coopération des gens de l'industrie, des populations touchées et des gouvernements provinciaux, nous pourrions soulager de manière durable cette industrie dont la situation est actuellement critique.

[Français]

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le ministre a démontré aujourd'hui que son gouvernement n'est qu'un marchand d'illusions.

Monsieur le Président, je demande donc au ministre: Quand le gouvernement va-t-il offrir à la population des provinces de l'Atlantique un vrai programme pour relancer le secteur des pêches de l'Atlantique, pas un programme de recyclage, mais un programme qui va vraiment offrir de la dignité et des emplois à la population de l'Atlantique? Quand le gouvernement va-t-il offrir un vrai programme de relance pour la population des provinces de l'Atlantique?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je crois que l'honorable chef de l'opposition sait qu'il y a déjà eu des conversations entre le gouvernement du Canada, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et l'industrie impliquée. Le résultat en a été un programme qui peut donner 300 emplois à la population de Canso. Ce n'est pas tout ce que les citoyens de la Nouvelle-Écosse cherchent, et le gouvernement est en train maintenant d'examiner tous les aspects du problème pour essayer d'établir une solution à long terme, pas juste des solutions, qui dans le passé, ont eu l'effet d'ignorer et d'aggraver le problème.

[Traduction]

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Les 5 000 personnes et plus qui se sont réunies à Canso samedi dernier ont condamné le programme cynique que le gouvernement a mis sur pied pour sauver la National Sea Products. En effet, ce sera la misère noire pour plus de la moitié de la population active tandis que l'autre moitié vivra tantôt de subventions, tantôt d'assurance-chômage.

Le maire et les membres du groupe de travail pour la survie de la localité de Canso se sont rendus à Ottawa pour chercher une solution qui sauvera leur ville. Tout le pays a les yeux rivés sur eux.

Le vice-premier ministre leur assurera-t-il qu'ils ne sont pas venus à Ottawa pour rien? Son gouvernement s'engagera-t-il aujourd'hui à élaborer pour eux un programme qui assurera le maintien de leur port de chalutiers et la viabilité de l'usine de transformation de Canso?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ce que nous pouvons promettre au groupe de travail et à la population de Canso, c'est que des ministres du gouvernement les rencontreront, comme ils l'ont demandé, et que nous étudierons sérieusement les propositions qu'ils ont présentées. Nous comprenons qu'ils sont vivement préoccupés par ce qui se passe à Canso. Nous cherchons une solution au problème.

Le groupe se réunira demain avec au moins deux de mes collègues et aura la possibilité de présenter des propositions qui, à son avis, sont réalistes et peuvent, en fait, contribuer à régler le problème.

Nous évaluerons ces recommandations avec le plus grand sérieux, car, tout comme la population de Canso, nous sommes déterminés à trouver une solution durable et à long terme qui permettra autant que possible à la localité et aux industries en question de survivre et de prospérer.

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Pêches et des Océans.

Ce que les gens de Canso veulent est simple. Ils veulent retrouver leurs emplois et leur dignité.

Si la National Sea Products ne débarque pas une plus grande proportion de sa part de ressources à son usine de Canso et qu'elle ferme le port de chalutiers, le ministre exercera-t-il la responsabilité qui lui incombe en vertu de la *Loi sur les Pêches* et attribuera-t-il à la collectivité de Canso un quota suffisant pour sauver l'usine et garder le port de chalutiers?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, comme mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'a fait observer